

# Mon action à l'Assemblée Nationale

## Le combat pour les énergies renouvelables continue



Le dépôt de bilan de la société iséroise Photowatt, seule entreprise française à maîtriser l'ensemble de la filière depuis 30 ans, est le résultat direct de l'incohérence de la politique menée par le gouvernement dans le secteur du photovoltaïque. Je me bats depuis trois ans, aux côtés des associations et des nombreuses entreprises du secteur photovoltaïque, pour sauvegarder cette filière verte d'avenir, composée majoritairement de PMI PME.

L'absence de stratégie gouvernementale claire, le yo-yo incessant du dispositif d'incitation fiscale, une spéculation non régulée, un moratoire bien trop long fin 2010 suivi de procédures d'appels d'offres préjudiciables aux PME, tout cela va à contre-courant de ce que font aujourd'hui tous les pays industrialisés ou émergents. Le résultat, c'est la déstabilisation de l'emploi dans ces filières. Le risque pour notre pays, c'est aussi de perdre un positionnement stratégique sur un marché mondial en pleine croissance. C'est pourquoi, **j'ai interpellé le Ministre de l'Industrie sur la situation de Photowatt, aujourd'hui en dépôt de bilan, avec plus de 450 emplois menacés. Dans la première circonscription, la société Soitec**, leader mondial dans le secteur de la microélectronique, a racheté en 2009 la société allemande Concentrix Solar pour se diversifier dans le solaire par concentration. Or, les changements de procédure d'appel d'offres, décidés par le gouvernement, avantagent les grands groupes et fragilisent les Entreprises de Taille Intermédiaire et les PME, là où, pourtant se créent les emplois. C'est vrai pour le photovoltaïque mais aussi pour la filière hydrogène, pile à combustible...

Je vais continuer à me battre contre cette erreur stratégique qui va finir par plomber en France une filière porteuse d'emplois (200 000 en Allemagne) et bénéfique pour l'avenir de la planète. Décidément, le Grenelle de l'environnement a été vite oublié ...



## Rapports parlementaires 2012

### > Avis de la Commission des Affaires Economiques sur le projet de loi de finances pour 2012

Rapport complet sur le site de l'Assemblée Nationale : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/budget/plf2010/a1969-tll.asp>

### > Rapport pour avis, mandatée par la Commission des Affaires Economiques, sur le budget de l'industrie, de l'énergie et du développement durable

Rapport complet sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/budget/plf2012/a3807-tii.asp>

### > Rapport sur la biologie de synthèse pour l'OPECST (Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques). Publication en janvier 2012.

## La santé publique en danger

La loi sur l'hôpital, les patients, la santé et les territoires votée par la majorité nationale il y a 2 ans, les mesures récentes qui fragilisent les mutuelles et réduisent l'accès à leurs prestations ont des conséquences graves sur l'accès aux soins d'un certain nombre de Français. Ce sont des jeunes en situation précaire qui ne vont plus chez le dentiste, chez le gynécologue par exemple, mettant ainsi en danger leur santé à venir en remettant à plus tard des soins qui seraient d'ailleurs moins coûteux s'ils étaient réalisés dès aujourd'hui.

Dans la première circonscription, je constate, dans les permanences que je tiens régulièrement, une dégradation de l'accès aux soins pour toute une partie de la population. Membre du Conseil de Surveillance du CHU de Grenoble, je suis également très préoccupée par la tension croissante liée au manque de personnel et aux difficultés financières d'un établissement qui ne reçoit pas de l'Etat les moyens nécessaires à ses missions.

Concrètement, sur le terrain, cette pénurie a pour conséquence la fermeture de lits dans des services qui ne peuvent plus accueillir de patients faute de moyens. Les conséquences sont graves pour les patients en attente, d'autant que des services récemment installés dans de nouveaux locaux, comme la pédiatrie, sont également touchés par ce que l'on peut appeler une situation de crise sanitaire. Et quand le personnel, en tension, souffre, ce sont aussi les patients qui souffrent,

dans un contexte qui risque de s'aggraver si des mesures ne sont pas prises, car le manque d'infirmières, de médecins généralistes, de certains spécialistes ne va faire que s'aggraver dans les années à venir, à la fois pour des raisons de *numerus clausus* qui n'ont pas été desserrés en temps voulu que pour des raisons de dégradation des conditions de travail dans les hôpitaux publics les rendant moins attractifs pour les professionnels. Pourtant, l'allongement du temps de la vie, qui est une bonne chose, va nécessiter un recours accru au suivi par les généralistes et à une coordination renforcée entre médecine de ville et médecine hospitalière. La situation de notre système de santé publique, qui se dégrade vite quoi qu'en dise notre ministre de la santé, ne va pas dans le sens de ce dialogue indispensable entre soignants, au service de la santé des Français.



Pour me contacter : [genevieve.fioraso@gmail.com](mailto:genevieve.fioraso@gmail.com). Tél. 04 76 42 01 39 – Fax : 04 76 42 24 59 - [www.genevieve-fioraso.com](http://www.genevieve-fioraso.com)

La permanence parlementaire est située 7, rue Voltaire à Grenoble. Elle est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 18h.

Députée de la 1<sup>ère</sup> circonscription de l'Isère

Grenoble. La Tronche. Meylan. Corenc. Le Sappey-en-Chartreuse. Biviers.  
Montbonnot. Saint-Ismier. Saint-Nazaire-les-Eymes. Bernin

# Réal- -iser

N°4 - décembre 2011

## La lettre de votre députée Geneviève FIORASO

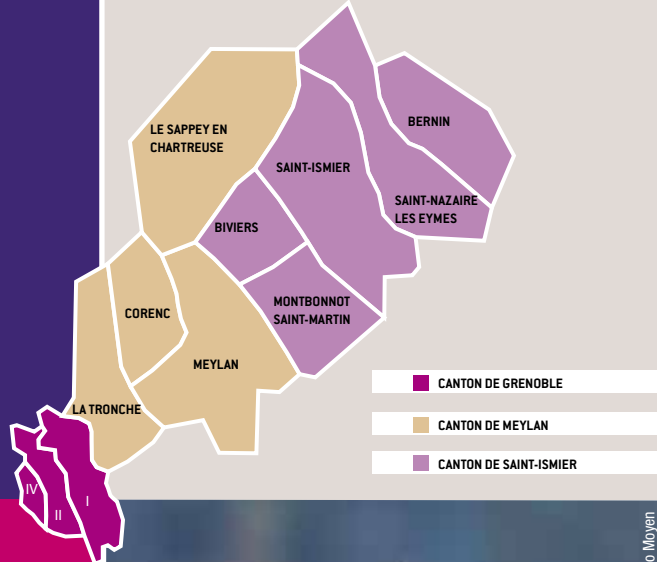
### L'emploi et les équilibres budgétaires dans la tourmente

Cette année parlementaire a été particulièrement marquée par la crise sans précédent qui touche notre pays et frappe toujours plus durement nos concitoyens et notamment les plus modestes d'entre eux. La publication par le Ministère du Travail et Pôle Emploi des chiffres du chômage témoigne d'une hausse préoccupante des demandeurs d'emplois inscrits qui atteint le chiffre historique de 2 780 000. Si l'on ajoute les personnes radiées, celles qui occupent des emplois précaires et à temps partiel faute de mieux et les jeunes qui n'ont jamais travaillé, on arrive à plus de 4 millions de personnes aujourd'hui en recherche d'un emploi. Le Secours catholique, dans le rapport qu'il vient de publier, déplore que 8,5 millions de Françaises et Français, soit 12 % de la population, vit en dessous du seuil de pauvreté, avec un revenu à peine supérieur à 900 euros par mois. Pire encore : de plus en plus d'enfants et de jeunes sont touchés par cet accroissement de la précarité.

Cette situation préoccupante et indigne n'est pas le seul fait de la crise : la Cour des Comptes, dans un rapport récent, rappelle que les difficultés économiques actuelles de notre pays sont liées à plus de 60 % à des causes plus anciennes et autres que la crise. Après 4 années de bouclier fiscal pour les plus fortunés suspendu sous la pression de l'opposition nationale à quelques mois des présidentielles mais compensé par un régime plus favorable pour les contribuables payant l'impôt sur la fortune, il est temps de nous interroger sur les choix faits depuis 5 ans. D'autant que la dette, dans le même temps, s'est creusée de plus de 25% à l'avantage des plus fortunés, ce qui oblige le gouvernement à présenter pour 2012 le « budget le plus contraignant depuis 1945 » selon le Premier Ministre. Tout cela, évidemment, pour tenter d'éviter un peu tardivement un déclasserement qui rendrait encore plus élevés nos taux d'emprunt (la France emprunte aujourd'hui sur les marchés internationaux à un taux 50% supérieur à celui de l'Allemagne), nous contraignant alors à emprunter non pas pour investir mais pour rembourser les intérêts de la dette. Notre pays est donc dans une situation financière et économique très difficile et les marges de manœuvre sont faibles.

François Hollande, bien avant les primaires socialistes -une vraie réussite démocratique- avait alerté la droite au pouvoir et l'opinion publique sur l'endettement croissant et sur la nécessité à la fois d'une véritable réforme fiscale, qui renverse la logique actuelle et demande davantage de contributions aux produits de la rente pour alléger celles qui pénalisent les revenus du travail, et d'une relance de la croissance et de l'emploi par la ré-industrialisation et le développement de nouvelles filières, notamment celles issues de la croissance verte. Comme de nombreux économistes, il a insisté à de multiples reprises sur la nécessité d'inscrire ces mesures dans un contexte européen renforcé qui passe par un rapprochement avec l'Allemagne et nos partenaires européens pour mettre enfin en place des outils financiers efficaces, à l'instar des banques centrales des autres puissances mondiales qui interviennent avant que la crise n'éclate (plus d'un an d'atermoiements pour la Grèce...). Le projet qu'il propose et que je soutiens plaide aussi en faveur d'une politique commune et harmonisée en Europe pour l'industrie, la fiscalité, les programmes de recherche sur les filières stratégiques pour maintenir notre compétitivité, toutes conditions nécessaires à la mise en place d'une véritable Europe sociale.

Plus que jamais, je veux promouvoir un projet politique qui permette à nos enfants et à leurs enfants de se projeter dans l'avenir avec confiance. C'est le sens de mon engagement dans l'équipe de campagne de François Hollande.



© Bruno Moyon

Bien cordialement,  
Geneviève Fioraso

[www.genevieve-fioraso.fr](http://www.genevieve-fioraso.fr)



# Mon engagement à vos côtés

## Pour que chacun ait les mêmes chances à l'école

En cette rentrée scolaire 2011, placée sous le signe de l'inquiétude (suppression de 15 000 postes d'enseignants et, en cumulé, de 65 000 postes depuis 10 ans), je me suis mobilisée aux côtés des parents d'élèves et des équipes pédagogiques pour défendre une école de la réussite pour tous. Au nom de cette conception de l'école, nous nous sommes opposés :

### - au déclasserement d'écoles jusqu'alors en ZEP

C'est le cas de Jean Racine, à Teisseire, sortie du Réseau Réussite Scolaire en 2010 et pour laquelle nous avons obtenu le maintien d'une partie des aides affectées au Réseau Réussite Scolaire (RSS), mais pour un an seulement, ce qui fragilise le projet pédagogique et insécurise les enseignants et les familles.

### - aux suppressions de postes et de classes

Grâce à la mobilisation de tous, parents d'élèves, enseignants, élus, nous avons réussi à obtenir le maintien de deux classes qui devaient être fermées, dans les écoles Paul Bert (une école qui accueille les enfants malentendants) et la Houille blanche.

### - pour l'accueil des élèves handicapés

Je suis intervenue auprès du Ministre de l'éducation nationale pour lui demander de tenir les promesses gouvernementales en rétablissant les postes d'AVS et d'EVS, avec un statut moins précaire, pour leur permettre d'assurer auprès des enfants porteurs de handicap tout l'accompagnement nécessaire à leur intégration en milieu scolaire.

A l'école Jean Racine, à Teisseire



## Sur le terrain



> Avec l'Union des habitants du quartier des Béalières à Meylan lors du Forum des Associations



> Inauguration de jardins familiaux à Montbonnot, avec Pierre Béguery, maire de Montbonnot et de nombreux usagers

## Mon soutien indéfectible à Inovallée

**Avec de nombreux acteurs économiques, j'ai récemment inauguré les nouveaux locaux de H3C, au cœur d'Inovallée Meylan.** Présidée par Jean-Louis Brunet, l'entreprise H3C s'inscrit exactement dans la thématique des « green IT » (numérique vert), que nous avons définie avec l'association Inovallée présidée par Anne Flutaz, de la société d'Atos Origin, pour relancer ce territoire d'innovation. L'association Inovallée a d'ailleurs organisé, avec succès, les journées INEOV, avec le soutien notamment de la Métro et des villes de Grenoble et Meylan. Les établissements locaux de grands groupes, les PMI PME et entreprises de taille intermédiaire qui sont installées à Inovallée, sont intégrés dans les projets universitaires, scientifiques et technologiques portés par les pouvoirs publics et les collectivités territoriales : Contrat de projet Etat-Région et plan Campus (logiciel avec Pilsì, environnement avec Environalp, santé avec Nanobio, énergie avec GreEn-Er...), pôle de compétitivité Minalogic, Minattec et, demain, Giant/Presqu'île. Les partenariats permis par cet écosystème sont essentiels pour les emplois d'Inovallée mais cette dynamique ne doit pas masquer la rénovation dont a besoin la partie « historique » à Meylan, dont de nombreux bâtiments et espaces publics sont aujourd'hui dégradés et qui n'a cessé de perdre des emplois depuis 8 ans au profit de zones d'activités plus récentes. La Métro s'est engagée en ce sens depuis 2006 et a proposé plusieurs financements : au total, plus de 1 million d'euros qui attendent, pour être utilisés, que la commune de Meylan finalise son projet de développement économique et d'aménagement urbain pour Inovallée, après deux études déjà cofinancées. De même, la proposition du SMTC d'une préfiguration de la future ligne de tram, avec un bus à haut niveau de service, attend le feu vert de la commune pour être mise en œuvre dans les délais attendus par les usagers. Les réunions avec les usagers récemment organisées par le SMTC, en liaison avec les communes concernées, ont permis de proposer des mesures immédiates et concertées d'amélioration de la desserte d'Inovallée, de Meylan, de la Tronche (où les élus ont donné leur accord). Il devient urgent d'agir pour redonner toutes ses chances à ce territoire au positionnement géographique et économique tout à fait stratégique. Pour ma part, je m'engage à ne jamais en faire un enjeu politicien et à continuer à proposer à la commune de répondre rapidement aux attentes du milieu économique et des habitants.

J'ai confiance  **dans le potentiel d'Inovallée Meylan et dans notre capacité collective à porter un projet de qualité qui concilie développement économique, logements diversifiés, aménagements d'espaces publics et de services, le tout dans un esprit de développement durable. Nous devons maintenant passer à l'action, ensemble, car un projet de cette ampleur implique une action partenariale des collectivités, de l'intercommunalité, des acteurs économiques et des habitants concernés, au bénéfice de l'emploi et de la qualité de la vie à Meylan comme dans l'agglomération.**



> Braderie à Teisseire, organisée par le centre social, les unions de quartier Teisseire et Malherbe et de nombreuses associations



> Jean-Louis Brunet, Président d'H3C et son équipe dans leurs nouveaux locaux, au cœur d'Inovallée Meylan

# Mon combat : l'emploi pour tous

## Sur le terrain

### Des dispositifs d'accès à l'emploi menacés

Je suis intervenue dans l'hémicycle et en commission à plusieurs reprises pour défendre les mesures spécifiques favorisant l'emploi dans les quartiers en difficulté et ai rencontré avec mes collègues de Marseille et de Sarcelles, Maurice Leroy, Ministre de la Ville. Chacun sait que le chômage, qui atteint malheureusement des records historiques, touche particulièrement les habitants des quartiers en politique de la ville, et en premier lieu, les jeunes de moins de 25 ans, les femmes chefs de familles monoparentales et les demandeurs d'emploi longue durée de plus de 50 ans. Les Zones Franches Urbaines, avec l'exonération de charges pendant 5 ans pour les entreprises embauchant au moins 1/3 de demandeurs d'emplois issus des ZUS (13 ZUS dans notre agglomération) et les contrats aidés sont des outils efficaces, même s'ils ne résolvent pas tout, pour faciliter l'accès à l'emploi de ceux qui en sont le plus éloignés. Or, ces deux dispositifs se sont vus menacés de disparition pure et simple pour les ZFU (assimilées à des niches fiscales!) et de réduction drastique pour les contrats aidés, une modification des réglementations mettant les entreprises et les associations d'insertion dans une situation très difficile.

Mes interventions, celles de mes collègues du groupe socialiste ainsi que des entreprises et associations concernées ont permis de réduire la portée des mesures initialement prévues par le gouvernement, même si les nouveaux dispositifs s'avèrent insuffisants pour résorber un chômage croissant dans ces quartiers où la précarité s'accroît. A titre d'exemple, à Grenoble, la ZFU a permis de proposer plus de 800 emplois à des demandeurs d'emploi des quartiers en politique de la ville (dont Teisseire, Abbaye, Châtelet, Jouhaux dans la première circonscription), mais le chômage est encore bien trop élevé...



> Avec Abderrahmane Djellal, Président de la Mission Locale de Grenoble, lors d'une **visite d'un chantier jeunes du Codase**, dans le quartier Capuche de Grenoble



> **Cérémonie de parrainage républicain**, avec Jean Barbet, maire du Sappay-en-Chartreuse et les membres de l'association APARDAP 38

Opération «Jobs et Cité», organisée au gymnase les Saules, Grenoble



### Sauver l'industrie par l'innovation et les filières vertes

A l'heure où la possibilité d'une rétrogradation de notre pays au rang de puissance secondaire est sérieusement évoquée, il est temps de nous interroger sur les fondamentaux de notre économie et, en particulier, sur la diminution constante de nos emplois industriels, qui s'est fortement accélérée depuis la crise de 2008 : 700 000 emplois de moins en 10 ans, leur part dans le PIB qui est tombée à 12,5 % alors qu'elle est de 22 % en Allemagne. La France ne compte que 30 % de PME industrielles innovantes contre 69 % pour l'Allemagne et 35 % de nos PME industrielles exportent contre 71 % chez nos voisins. Par ailleurs, l'Allemagne compte 2 fois plus d'Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI), celles qui exportent, innovent et embauchent. **Nous payons des années de manque de soutien à l'industrie par les pouvoirs publics.**

Dans le rapport pour avis sur le budget économie, industrie, énergie que j'ai présenté à l'Assemblée nationale pour le budget 2012, j'ai évoqué, comme dans les deux précédents, en 2009 et 2010, plusieurs pistes d'actions pour la ré-industrialisation indispensable de notre pays : **accompagner la mutation «verte»** des industries «à risques» pour l'environnement (chimie, papèterie, industries électro-intensives...) en transformant leurs procédés industriels (plus économes en énergie, intégrant le recyclage des déchets...), **irriguer les industries dites «traditionnelles»** par l'innovation, ce qui leur donnera une valeur ajoutée et évitera les délocalisations et **miser sur les nouvelles technologies** (nanotechnologies, numérique, biotechs, filières vertes avec les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique permise par les nouveaux matériaux, les réseaux intelligents...) pour créer de nouvelles filières qui bénéficient de la qualité de notre recherche appliquée.

Pour que l'innovation rende notre industrie plus compétitive, il faut absolument rétablir les liens entre l'entreprise et son territoire en s'appuyant sur les régions et **favoriser les transferts de technologies dans des plates-formes régionales.**

Localement, les partenariats auxquels je participe activement entre Inovalée Meylan/Montbonnot et le pôle Minalogic, au sein du pôle d'innovation Minatec, du projet Giant/Presqu'île, Pilsy pour l'informatique et ses applications, confortent les liens entre les centres de recherche, les universités et les entreprises du territoire, de Voiron à Crolles, en passant par Grenoble, Meylan, Montbonnot, le CHU à la Tronche, les zones d'activités de Saint-Ismier, Bernin et Crolles.

C'est bien **cet écosystème dynamique, soutenu par les collectivités locales, qu'il nous faut développer à l'échelle du pays** si nous voulons garder et créer **des emplois diversifiés**, en contribuant à faire de l'Europe un véritable acteur économique, financier et social. Au-delà des effets d'annonce du gouvernement et du Président français, qui masquent un bilan économique désastreux, largement lié à une absence de politique industrielle, il est temps d'agir efficacement sur le terrain.



> avec François Hollande à l'Institut National de l'Énergie Solaire, à Chambéry